
La social-démocratie dans l'Union Européenne

DÉBAT ENTRE ALAIN BERGOUNIOUX
ET MARC LAZAR

Les socialistes et sociaux-démocrates ont depuis la fin du XIX^{ème} siècle tourmenté l'histoire du capitalisme. Les formations politiques de gauche, caractérisées par une interaction dynamique entre parti et syndicats, ont su régulièrement apparaître comme le vecteur historique capable de “pousser” le capitalisme vers plus d'égalité. Le projet sociétal, initié par ces organisations, a profondément marqué l'ensemble du continent européen.

Les partis sociaux-démocrates sont passés, peu à peu, d'une lutte révolutionnaire, s'adressant aux ouvriers de “l'univers” et prônant une socialisation des moyens de production, à une lutte politique prononcée pour l'ensemble des couches populaires afin d'installer une démocratie sociale en créant une symbiose entre une régulation partielle du marché et une active redistribution sociale des bénéfices économiques.

Ce glissement politique, où l'inégalité ne plus être éradiquée mais seulement rectifiée, permet une transition vers une base sociale plus large où le parti socialiste se caractérise par le passage de l'ouvriérisme au parti populaire dit de “masse”.

Le cœur de cette politique passant du marxisme au keynésia-

nisme fut l'établissement de l'Etat-providence, du plein-emploi et de l'instauration de l'égalité, le socialisme trouvant ainsi sa raison d'être en poussant plus loin la Démocratie.

Depuis près de dix ans, de manière récurrente, la crise de la social-démocratie et de son modèle le "Welfare-State" est - à tort - affirmée. La "crise politique" du modèle social-démocrate est généralement attribuée à la conjonction de plusieurs facteurs. Le premier est d'ordre économique : la fin de la croissance réduisant les capacités redistributives étatiques, la mondialisation de l'économie, la compétition internationale et la division du travail à l'échelle planétaire empiétant sur les marges d'actions des systèmes nationaux... Le second est lié à une "crise programmatique" de la social-démocratie, résultat de la prodigieuse mutation sociale qu'ont connu les partis sociaux-démocrates où leurs assises ouvrières anciennement majoritaire ont cédé la place aux classes moyennes. La "crise organisationnelle" est le dernier élément de cet état de santé de la social-démocratie, se traduisant par une crise dans les relations entre partis et syndicats mais aussi entre l'organisation politique et "l'électeur-citoyen"...

Les révélateurs de cette faiblesse furent les logiques stratégiques des alliances politiques pour conquérir le pouvoir. Des politologues, comme Adam Przeworski et John Sprague, les nommèrent "le dilemme du socialisme électoral", affirmant qu'il ne pourrait aboutir qu'à un échec : les partis sociaux-démocrates perdant du côté ouvrier sans gagner ailleurs...

Au moment où l'Europe compte 12 partis de gauche dirigeant ou participant au gouvernement, la "crise de la social-démocratie" relève du poncif. Cette situation annonce-t-elle pour autant le retour de la social-démocratie? Par ailleurs, si tant est

que cette crise est réelle, le clivage entre la droite et les partis de gauche a-t-il disparu?

C'est pourquoi, il nous paraissait opportun de demander à deux spécialistes de faire un état des lieux de l'évolution des situations et des problèmes des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe du Nord et du Sud.

Alain Bergounioux et **Marc Lazar** mettent en lumière les modes d'organisations des principaux partis de gauche en Europe occidentale ainsi que leurs évolutions doctrinales, sociologiques et géographiques en analysant transversalement leurs traits communs et disparités.

Au terme de cette note, ils concluent en diagnostiquant une forme de vitalité politique de la social-démocratie confirmée par les dernières élections en Grande-Bretagne et en France et par l'engouement des électeurs dans les personnalités de leur Premier ministre. ❖

La social-démocratie dans l'Union européenne

PRÉSENTATION

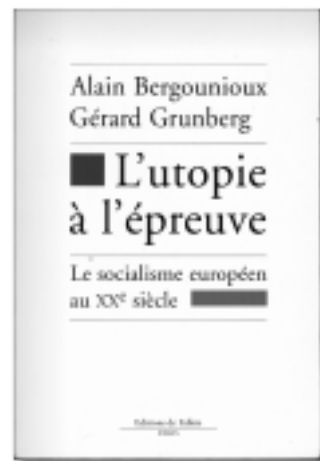
Par un curieux hasard éditorial, deux études approfondies sur le socialisme européen ont été éditées en 1996, après plusieurs années de disette. On peut pointer les différences entre l'une et l'autre qui n'ont pas la même unité de lieu, ni la même unité de temps, ni la même unité de plume.

La première s'intitule : la gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations. C'est un travail auquel plus de vingt chercheurs européens ont collaboré, sous la direction de Marc Lazar, pour présenter un bilan détaillé des organisations politiques socialistes, de l'Europe de l'ouest et de l'est.

Le second ouvrage a pour titre : le socialisme européen au XX^{ème} siècle. *L'utopie à l'épreuve*. Rédigé par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, il étudie le socialisme européen dans sa logique historique en comparant cette doctrine politique au regard des problèmes communs aux dix-sept pays de l'Europe de l'ouest.

Cependant pour l'essentiel, ces deux études traitent des mêmes thèmes et se situent dans la même logique de questionnement sur l'histoire du mouvement socialiste et des identités politiques de gauche en Europe.

En organisant ce débat, la Fondation Jean-Jaurès a voulu savoir s'ils y apportaient les mêmes réponses. ❖



Alain Bergounioux, historien, est aujourd'hui conseiller auprès du ministre de la Culture et de la Communication. Il adhère au Parti socialiste en 1971 et devient Secrétaire national à la Formation et à la Communication en 1995. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du mouvement socialiste et syndicaliste, notamment *L'utopie à l'épreuve : le socialisme européen au 20^e siècle*, (1996, en coll. avec Gérard Grunberg) *Le long remords du pouvoir*, (1992, en coll. avec Gérard Grunberg); *La social-démocratie ou le compromis* (1989, en coll. avec Bernard Manin) *Force Ouvrière* (1982) et *le régime social-démocrate* (1979, en coll. avec Bernard Manin).



Marc Lazar est Professeur de sciences politiques à l'Université de Paris X-Nanterre et à l'IEP de Paris. Il dirige également le Groupe d'Études et d'Observation de la Démocratie (GEODE). Il a publié de nombreuses études sur l'histoire et l'avenir de la gauche, notamment *Politique à l'Italienne* (1997, en coll. avec Ilvo Diamanti), *La gauche en Europe depuis 1945* (1996), *L'Italie, une nation en mouvement* (1995, en coll. avec Ilvo Diamanti, Alain Dieckhoff, Didier Musiedlak), *Histoire du Parti communiste français* (1995, en coll. avec Stéphane Courtois).

1-Analyse politique

(1) Merkel W. Socialist Parties in Europe, Vol. 1 et 2, Barcelona, 1992

(2) Le Parti socialiste portugais a été créé en 1875. Il participe à la coalition républicaine qui tente de mettre fin à la monarchie mais en 1933 sous l'égide de la dictature de Salazar le parti rentre dans l'illégalité. C'est à partir de l'étranger que vont survivre les structures de ce parti. En 1964, Mario Soarès crée un petit mouvement qui bénéficie de la bienveillance de l'Internationale socialiste de Willy Brandt qui reconnaît le parti officiellement en 1972. Ce mouvement deviendra en 1973 le Parti socialiste portugais lors d'une réunion de la Fondation Friedrich Ebert à Bonn. Le PSP jouera d'emblée un rôle clé dans la révolution des œillets du 25 avril 1974 et sera au centre de la jeune démocratie portugaise

FJJ ► Pensez-vous que la social-démocratie dans les pays de l'Union Européenne se trouve en bonne santé et que la crise de la social-démocratie est infirmée, au moins, par les faits ?

Alain Bergounioux ► Je pense que cette thèse peut être soutenue, exactement comme celle, qui il y a quelques années, affirmait un déclin électoral du socialisme européen. Le critère électoral n'est plus pertinent aujourd'hui pour statuer sur la situation du socialisme en Europe et son avenir. Lorsque l'on fait un bilan électoral, bien qu'il soit difficile de donner des chiffres précis, il apparaît que le poids du socialisme européen n'a pas varié de manière significative par rapport à la dernière décennie. Les partis sociaux-démocrates, socialistes, travaillistes, demeurent des forces d'alternance en Europe et connaissent ainsi les aléas des grands partis de gouvernement.

Marc Lazar ► Je suis d'accord avec cette analyse, et je dirai pour ma part que la situation actuelle est contrastée. Au regard des tendances électorales, on constate globalement une stabilité. Mais les situations sont très variables selon les ensembles géographiques. Il y a quelques années, Wolfgang Merkel⁽¹⁾, hostile à la thèse du déclin électoral inéluctable, avait eu tendance, pour simplifier, à opposer une Europe du centre et du nord - plutôt en régression - à une Europe du sud - plutôt en ascension -. Aujourd'hui, l'Europe du sud est dans une situation plutôt favorable avec le Parti socialiste français, de la défaite très sérieuse de 93 à la reconquête de 97, le PS portugais⁽²⁾ qui a repris le pouvoir, de même que le PASOK⁽³⁾ ou encore la gauche italienne qui a gagné en 1996, grâce à une coalition étendue au centre et en ayant, pour sa part, réalisé un assez médiocre résultat. En Espagne, le PSOE⁽⁴⁾ résiste tout en restant le principal parti de l'opposition.

Je soumetts, par ailleurs, à Alain Bergounioux, une question : aujourd'hui, les partis sociaux-démocrates ou socialistes ne sont-ils pas dans une phase où ils ne peuvent l'emporter et gouverner que s'ils sont dans des coalitions ?

AB ► C'était une grande question hier! Lorsque la social-démocratie est arrivée au pouvoir dans les années 50 en Hollande, puis en Belgique, nous avons eu des coalitions. La Suède et l'Allemagne n'ont pas échappé à cette forme de gouvernement. La question de la coalition n'est donc pas une nouveauté de la période.

ML ► Certes, mais c'est la nature de la coalition qui est en discussion aujourd'hui.

AB ► C'est parce qu'il y a eu des coalitions que la gauche a pu arriver au pouvoir, et former des partis de gouvernement. Si le fait de la coalition est une nouveauté, alors qu'était le Front Populaire, si ce n'est une coalition?

ML ► Je pensais à la situation des années 80 où le PASOK, le PSOE ainsi que le Parti socialiste portugais ont gagné seul.

FJJ ► Pouvez-vous faire un état des différentes positions stratégiques des partis sociaux-démocrates européens? Quels sont ceux capables de gouverner seuls ou qui gouvernent seuls, et quels sont ceux qui gouvernent grâce à une coalition? De quel type sont en général ces coalitions?

AB ► Je crois qu'actuellement trois partis gouvernent seuls ou peuvent prétendre de gouverner seuls: le PASOK, le parti socialiste portu-

(3) Le parti socialiste ouvrier créé en 1918 adhère rapidement à L'Internationale communiste et devient rapidement le parti communiste. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les modérés et les socialistes se retrouvent dans l'Union nationale autour de Georges Papandréou. De 1963 à 1965, l'Union du Centre gouvernera avant que le roi Paul 1er interrompe l'expérience le 15 juillet 1965 pour cause d'agitation gauchiste dans l'armée... Il faut attendre la fin de "la Grèce des colonels" et les élections de 1974 qui sont un triomphe pour la République où la Constitution nouvelle inscrit d'emblée le financement public des partis pour qu'Andréas Papandréou crée le Parti socialiste panhellénique, à partir d'une fraction de l'Union du Centre et du Mouvement pan-hellénique de Libération, mouvement révélé dans la lutte contre les colonels.

(4) Le Partido Socialista Obrero Espanol a été fondé en 1879 par Pablo Iglesias. Peu organisé et peu puissant, il faut attendre les années 30 pour que le PSOE ait un rôle politique, à l'occasion de la guerre civile espagnole. D'ailleurs, le dernier gouvernement républicain sera dirigé par le socialiste Negrin. L'échec de la lutte contre Franco est fatale au Parti socialiste espagnol. Il faut attendre 1977 pour que le parti soit de nouveau légalisé et les élections générales de cette même année pour qu'il remporte 30% des suffrages s'assurant définitivement la primauté à gauche. Le 28 octobre 1982, le PSOE arrive au pouvoir avec une majorité absolue des sièges et 48 % des voix (effectifs du PSOE en 1994 : 361 609).

“La base traditionnelle populaire et ouvrière a tendance à relativement disparaître, ou du moins à s’atténuer, au profit des classes moyennes instruites, urbaines et salariées.”

de coalition. La forme de coalition qui domine est celle avec les partis centristes et libéraux. Dans les pays nordiques, c’est la normalité puisque l’influence communiste a toujours été faible voir inexistante. Il n’y a nulle part de coalition gouvernementale avec des partis communistes. En Italie et en France, il en va différemment, mais les partis communistes de cette fin de siècle ont perdu beaucoup de leurs certitudes.

FJJ ► Le cas italien ne se rapproche-t-il pas du cas français dans la mesure où, pour la première fois, des communistes soutiennent le gouvernement sans y participer ?

ML ► Ce cas est assez complexe à analyser car il s’agit d’une coalition de centre gauche où le mot “centre” doit être fortement souligné. En termes français, la coalition qui a gagné dans la péninsule est un ensemble où Jacques Delors, resté à l’état politique et intellectuel de son époque de collaboration avec Chaban-Delmas, aurait à ses côtés Lionel Jospin, Dominique Voynet et un Robert Hue qui ne siègerait pas au gouvernement, François Bayrou, Pierre Méhaignerie et Jean-Claude Trichet. Voilà la coalition qui a gagné en Italie! A mon avis, les Français n’ont pas assez pris conscience de cet assemblage qui semble-t-il a fait un temps “gamberger” un certain nombre d’hommes politiques français à droite comme à gauche. On dit que Philippe Douste Blazy et François Bayrou regardaient du côté italien d’une manière approfondie.

FJJ ► Considérez-vous que le critère électoral est encore pertinent pour juger de l’état de la social-démocratie ?

AB ► A ce jour, douze partis de gauche dirigent ou participent au

gais et le Labour. Je ne vois que ces trois là. Les autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens qui peuvent prétendre au pouvoir ou qui y sont déjà, le sont grâce à des formes

gouvernement. Cette situation du corps politique européen n’est pas négligeable. Le critère électoral est évidemment important, mais il ne peut servir de base pour une véritable réflexion sur l’avenir des Partis socialistes en Europe. Il y a des variations, des situations géographiques contrastées qui se caractérisent par des cycles électoraux. On ne peut pas inférer à la réalité électorale un jugement qui aurait des allures définitives sur l’avenir du socialisme en Europe.

ML ► Je suis entièrement d’accord avec ce que vient de dire Alain Bergounioux mais on pourrait prendre un autre critère, celui du nombre d’adhérents. Il se dégage alors très bien une tendance globale à la réduction des adhésions. Les partis de gauche sont plus sensibles à cet état, car ils étaient des partis traditionnellement dits “de masse” pour reprendre la catégorie classique de Maurice Duverger.⁽⁵⁾ Cette tendance à la baisse a commencé à des dates différentes selon les partis. Mais que les partis aient un mode d’affiliation collective ou un mode d’adhésion individuelle, ils connaissent tous une diminution du nombre de leurs adhérents et, corrélativement, une transformation de leurs composantes sociologiques. La base traditionnelle populaire et ouvrière a tendance à relativement disparaître, ou du moins à s’atténuer, au profit des classes moyennes instruites, urbaines et salariées, en général du secteur public. Ces tendances lourdes ont contribué à ce que l’on peut appeler “la crise de la gauche” et ont modifié ses attitudes, ses pratiques politiques, ses modes de communication, sa représentation d’elle-même.

A cet égard, nous sommes d’accord, Alain Bergounioux et moi, avec les réflexions de Bernard Manin⁽⁶⁾ sur les mutations du rapport entre citoyen et politique dans les démocraties occidentales.

AB ► C’est là un autre phénomène. Nous sommes sur une tendance profonde, qui n’est pas l’effet de la conjoncture. Cette évolution de complexification, d’élargissement des soutiens électoraux des partis socialistes ou sociaux-démocrates se situe sur le long terme. Il faut rappeler qu’en 1959 le parti phare, le parti de masse par excellence de

(5) Maurice Duverger : Les partis politiques, Seuil, Paris, 1992 (10^{éd}). L’auteur distingue le mode d’organisation et de direction des partis politiques (parti de “cadre” ou de “masse”) et le type d’adhérents (parti de “notable” ou parti de “militant”).

(6) Bernard Manin, Principe du gouvernement représentatif, Calmann-Lévy, Paris, 1995. L’auteur propose, à l’époque d’Athènes, sur un objet mille fois questionné, une nouvelle vision de la théorie politique de la démocratie représentative, en essayant de définir et de distinguer entre démocratie directe et représentative : la première étant basée sur le principe de l’élection et la deuxième reposant sur le principe du tirage au sort. Pour B. Manin le caractère direct de la démocratie reposait, sur le seul mode de recrutement de certaines instances du pouvoir et non sur la problématique de l’identité au peuple

la social-démocratie allemande s'est défini comme un "parti du peuple tout entier". Tout au long du siècle, la nature de ces partis, constitués comme des partis essentiellement ouvriers, s'est modifiée en réalisant l'adéquation entre une réalité sociale se reflétant directement dans la réalité politique, et autonomisation du politique avec les contradictions que cela entraîne dans les synthèses politiques et dans les politiques gouvernementales. C'est là une question beaucoup plus pertinente que la réalité électorale pour juger de la nature du socialisme européen en cette fin de siècle, par rapport à ce qu'il pouvait être au début du XX^{ème} siècle. Marc Lazar l'a théorisé en affirmant que la réflexion sur le socialisme européen est étroitement liée à l'évolution du système politique représentatif.

FJJ ► Alain Bergounioux vient d'évoquer l'évolution de la composition sociologique de l'électorat. Sur ce thème, il y a longtemps que les partis sociaux-démocrates européens sont des partis "attrappe-tout", des partis "interclassistes". Ce qui était la force de ces partis n'était-elle pas devenue une faiblesse? Si oui, pourquoi?

AB ► Je conteste la notion de "parti attrappe-tout". Ces partis politiques conservent et ont des intérêts sociologiques majeurs. Ce sont pour l'essentiel des partis de salariés qui réunissent des catégories populaires, des classes moyennes et salariées, moins représentatifs du monde rural et des professions libérales. Il y a donc des préférences sociologiques. Attention! Tout ne se ressemble pas et nous ne sommes pas en face de nouvelles catégories de partis. Des liens se maintiennent avec une sociologie préférentielle.

Ce qui a permis au socialisme, malgré ses faiblesses, de dominer par exemple la gauche française au fil des décennies par rapport au parti communiste, a été de pouvoir allier deux types de revendications : l'une traditionnelle, égalitaire, fondée sur les demandes de protection sociale, l'amélioration des conditions de vie, du pouvoir d'achat, et l'autre de type plus libéral, de modernisation des mœurs, de libérali-

sation de la société. Le grand succès des partis socialistes se trouve dans les années 50 à 70 lorsque tous, chacun à sa manière, ont réussi à synthétiser deux types de revendications, ce que Gérard Grunberg ⁽⁷⁾ a appelé le "libéralisme culturel". Cette attitude politique a permis à deux grands types d'électorat, un électorat populaire, ouvrier, et un électorat de classe moyenne salariée de s'associer. D'ailleurs, la grande force des partis socialistes comme le SPD de Willy Brandt ou le Parti Socialiste de François Mitterrand a été de pouvoir unir des revendications différentes, et par conséquent des électeurs différents. Le tout porté, dans les années 60/70, par un contexte favorable de croissance, qui a rendu efficace les politiques de redistribution.

Aujourd'hui, la nécessité d'unir ces électeurs différents, de synthétiser leurs aspirations, leurs revendications existe toujours, mais les difficultés économiques ont créé une contradiction électorale. Ce sont en effet les catégories populaires qui ont le plus souffert des politiques de rigueur salariale et des restructurations industrielles. De plus, les revendications "post-matérialistes" n'ont pas d'écho favorable dans les catégories populaires, plutôt à la recherche de sécurité, de normes et de points de repère.

Je ne dirai pas qu'on est passé d'une force à une faiblesse, mais d'un état qui a permis une synthèse politique, idéologique et électorale, à une synthèse beaucoup plus difficile à formuler puisque les éléments politiques et économiques manquent aujourd'hui.

ML ► Je partage cette analyse avec un élément d'appréciation particulier sur la question des politiques gouvernementales. Le cas du parti social-démocrate suédois, où une partie de la direction commence à remettre en cause certains aspects l'Etat-Providence, est significatif. Au nom de la modernisation économique de la Suède et de la nécessaire adaptation à la mondialisation, les dirigeants sociaux-démocrates essaient de réformer l'Etat providence.

Cette nouvelle politique révèle et provoque à la fois un certain nombre d'exigences et de demandes contradictoires des électeurs qui, dans le passé, pouvaient être agrégés ainsi que l'a rappelé Alain Ber-

(7) Grunberg G. politologue au Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF - CNRS).

(8) -Inglehart R.,
La transition
culturelle dans les
sociétés
industrielles
avancées, Paris,
Economica, 1993

gounioux. Le politiste Ronald Inglehart⁽⁸⁾ affirmait que les années 70 seraient celles du “post-matérialisme”. Au contraire, on voit dans la plupart des pays européens le grand retour des conflits traditionnels et matérialistes qui se manifeste par des exigences de sécurité de l’emploi et de politique sociale. Ces revendications classiques se doublent également de demandes d’identité. La gauche se doit alors de protéger l’emploi public, de garantir, par exemple, comme en Suède les acquis sociaux. Mais ces exigences vont au-delà des aspects matériels. Elles renvoient à une identité nationale spécifique que l’on a pu qualifier en Suède de “chauvinisme social”. Une équation extraordinaire est posée : on est Suédois et on est social-démocrate, on défend donc ces avantages.

Corrélativement, on voit apparaître à gauche, sur la question de l’immigration, par exemple, des demandes de très grand libéralisme qui amènent les partis socialistes et sociaux-démocrates à tenter de tenir “les deux bouts” dans une situation incontestablement difficile à gérer. A cela, il faut ajouter les conséquences de la réduction du nombre d’adhérents et de la transformation sociologique de ceux-ci déjà évoquées. Les nouveaux adhérents des partis sociaux-démocrates et des partis socialistes entretiennent un rapport à l’organisation politique différents des anciens militants.

On peut poser l’hypothèse interprétative que l’on est passé d’un système de délégation de pouvoir, de reconnaissance, reposant sur ce que Pierre Bourdieu, à propos du PCF, avait appelé “la fides simplicita”⁽⁹⁾ à des situations de transactions permanentes. Dorénavant, lorsque l’on adhère à une organisation politique, on discute son adhésion, son type d’engagement et on n’accepte pas toujours l’autorité du leader. Les capacités sociales et culturelles, le capital scolaire des nouveaux adhérents leur permet de négocier et de faire valoir leurs exigences, d’autant qu’ils disposent d’une réelle capacité de les formuler.

Il en va un peu de même à propos de l’électorat, les analyses convergent pour nuancer les propos sur “la bonne santé” électorale des partis socialistes et sociaux-démocrates.

En effet, la plupart des analyses électorales montrent d’un côté

(9) Bourdieu P.,
Question de
sociologie, Paris,
Ed. Minuit, 1989

qu’au-delà des grandes victoires ou des défaites, existent des invariants, des continuités du corps électoral. En 1986, au lendemain de la défaite socialiste, Nonna Mayer⁽¹⁰⁾ avait formulé cela d’une formule brillante “pas de chrysanthèmes pour les variables sociologiques”. On sait que l’électeur social-démocrate n’est plus l’ouvrier des grandes entreprises métallurgiques mais est plutôt salarié du secteur public, avec niveau d’instruction en augmentation, vivant plutôt dans les grands espaces urbanisés et étant aussi bien masculin que féminin.

Mais, d’un autre côté, on constate la progression d’un électorat volatile, voire stratégique, qui peut très bien voter pour la gauche, estimant qu’il faut mettre davantage de protection sociale dans la conjoncture économique actuelle, ou inversement, se diriger vers un vote centriste ou de droite. On le sait, cet électorat est minoritaire mais peut faire balancer le sort des élections. La gauche a gagné en Italie grâce à sa coalition électorale et par le changement d’un très petit pourcentage “d’électeurs-stratèges”. Cet électorat, volatile, stratégique, joueur oblige aussi à formuler une nouvelle offre politique. Comme le démontrent l’Italie en 1996 et la France en 1997, les campagnes électorales, le positionnement des acteurs à cette occasion, le contenu de leurs programmes, le style de leurs interventions jouent une importance considérable.

FJJ ► Je souhaiterais revenir sur la question des militants. On a noté, dans beaucoup de partis, un changement très profond des modes de désignation et notamment une volonté d’implication directe des militants en France, en Allemagne mais aussi d’une certaine manière en Grande-Bretagne. Considérez-vous que cet élément peut inflé-

“Dorénavant, lorsque l’on adhère à une organisation politique, on discute son adhésion, son type d’engagement et on n’accepte pas toujours l’autorité du leader .”

(10) Mayer N.,
Dupoirier E.,
Grunberg G.,
Mars 86 : la drôle
de défaite de la
gauche,
Paris, PUF, 1986

“La gauche a gagné en Italie grâce à sa coalition électorale et par le changement d’un très petit pourcentage “d’électeurs-stratèges” qui l’oblige à formuler une nouvelle offre politique.”

chir la tendance lourde à une baisse du nombre des militants?

AB ► Il y a une évolution majeure dans le rapport de l'électorat avec les partis, que l'on retrouve dans le rapport des militants avec leurs dirigeants. Il n'y a plus de confiance acquise une fois pour toute. Comme le disait Marc Lazar, nous sommes dans une ère de transaction où le militant pèse l'efficacité des politiques et juge les dirigeants qui lui sont proposés. Cette évolution se cristallise aussi dans les mouvements syndicaux et les nouvelles coordinations contestataires. C'est une tendance très importante qui bouleverse l'espace politique. Le militant d'aujourd'hui a beaucoup plus d'autonomie que celui des années 1950 et encore plus que celui des années 1900. Cette évolution est liée à la montée dans les partis politiques des classes moyennes intellectualisées, au niveau de formation, d'éducation plus important, ayant plus de demande d'autonomisation.

Parallèlement à cette transformation, tous les partis politiques d'Europe du sud ou du nord, de structure social-démocrate ou travailliste, ont une évolution vers une forme de leadership, une personnalisation du parti, de manière plus visible que dans les années 50.

Il y a trente ans, dans la plupart des partis, les candidats étaient désignés par les directions et ratifiés ensuite par des votes dans les sections. La volonté aujourd'hui est de créer un lien direct entre le leader et les militants sans se préoccuper des structures intermédiaires bâties sur le modèle de la délégation, de la section, des échelons départementaux ou régionaux. Si bien que deux phénomènes antagonistes apparaissent : une demande plus forte de démocratie, de participation, de peser sur le vote, de désignation des candidats et un phénomène parallèle, de personnalisation du pouvoir autour d'un leader.

On aurait tort de placer cette adaptation de nos systèmes représentatifs sous le signe d'une faiblesse alors que la grande force des partis socialistes et sociaux-démocrates est d'avoir su s'adapter au fil du siècle.

ML ► On est tous d'accord sur la baisse numérique et la transformation sociologique des militants et la situation de transaction instaurée dans les partis. Mais rappelons que

“Il y a trente ans, les candidats étaient désignés par les directions, la volonté aujourd'hui est de créer un lien direct entre le leader et les militants sans se préoccuper des structures intermédiaires”.

dans ces mêmes partis, et cela se voit aussi au niveau de l'électorat, restent des militants classiques qui, constituent un groupe en déperdition, mais ont encore de formidables capacités de mobilisation.

Sociologiquement, on y trouve autant d'ouvriers que de catégories issues des réalisations de l'Etat-providence, sur lesquelles la gauche socialiste et social-démocrate a mis son nom : les uns et les autres entendent préserver leurs intérêts. Aussi, sur les questions de politique économique, se dessine un écart entre les positions du leadership des partis socialistes et leur base électorale classique. Les questions européennes et celles de la modernisation révèlent ces attitudes nouvelles. Ainsi, l'évolution sociologique des leaders sociaux-démocrates socialisés de plus en plus souvent aujourd'hui dans de grandes écoles, et non plus comme dans le passé par le syndicalisme, favorise un certain type de pratique politique qui n'est pas toujours comprise par la base traditionnelle. Maastricht, par exemple, ne passe pas auprès d'une base socialisée sur d'autres registres, attachée à la défense de l'Etat providence et à la lutte contre les inégalités, etc.

Par ailleurs, autour du leader se sont mis en place des groupes d'experts en communication ou en économie, qui ont besoin du leader pour promouvoir leurs carrières, mais aussi des multiples réseaux qui n'obéissent plus à la logique du parti, voire parfois le dessaisissent complètement, provoquant ainsi des situations de friction entre les militants, les cadres intermédiaires du parti et le leader.

Cela dit, le renforcement du poids du leader ne doit pas être analysé, comme certains politologues l'ont fait il y a quelques années, en affirmant qu'il n'y aura plus que lui qui comptera. Au Parti Socialiste, le leader a encore besoin du parti et des militants, car il

tient sa légitimité d'eux. Le leader peut très bien avoir une bonne image à l'extérieur. Mais ce qui compte, à un moment donné, c'est l'investiture qu'il reçoit des militants et l'investissement réalisé par ces mêmes militants sur ce leader.

Contrairement à ce que l'on a pu dire un peu vite, les partis ne sont pas morts mais dans une phase d'adaptation, de transformation. Les partis, plus que jamais, suscitent la colère, le désintérêt ou la désaffection de tas de gens qui cherchent d'autres formes d'investissement dans le politique, par exemple par l'intermédiaire des associations. Pourtant, les partis structurent toujours l'activité politique de nos démocraties occidentales, fût-ce sous des formes différentes. Je ferai encore une fois une incise sur l'Italie : Berlusconi peut gagner les élections sans parti, mais il n'arrive pas à gouverner et à se maintenir au pouvoir.

L'un des "talons d'Achille" de "Forza Italia" et de Silvio Berlusconi, qu'on présentait comme un exemple positif ou négatif, selon les points de vue, du futur, réside dans cette faiblesse institutionnelle. Je pense que l'on peut gagner des élections sans parti grâce aux moyens modernes de communication, mais que le candidat élu ne pourra se maintenir sans parti. Ce genre de "victoire-coup d'éclat" n'est possible qu'une fois. Reparti ensuite dans l'opposition, il faut être présent sur le terrain, gagner les élections municipales et les régionales, etc; et là les militants et la force institutionnelle d'une organisation politique sont nécessaires.

Les partis en situation de transformation sont donc nécessaires aux leaders, et ceux-ci les utilisent pour gagner. Nous sommes dans une phase nouvelle, où le problème est de savoir ce que représentent dorénavant les partis politiques pour la gauche, et notamment pour le socialisme européen.

Auparavant, les partis socialistes et sociaux-démocrates n'étaient pas que des machines pour la conquête du pouvoir; mais bien des matrices de culture et d'identité politiques.

A mon sens, c'est ce rôle qu'ils ne remplissent plus aujourd'hui et c'est l'une des raisons de leur crise. Ils existent encore, sont indis-

pensables au fonctionnement de la démocratie; et nous ne sommes pas encore sortis de l'ère des partis. Mais ils ne sont plus que des machines plus ou moins huilées pour la conquête

du pouvoir. En définitive, ils ne remplissent plus leur fonction matricielle de formation des cultures et des identités politiques, ce qui nous amène à nous poser un certain nombre de questions, non seulement sur la démocratie, mais aussi sur la gauche et la droite.

AB > Cela mérite d'être nuancé, car l'on voit que les partis tels qu'ils sont aujourd'hui ne sont ni totalement faits pour la conquête du pouvoir ni, comme cela a été le cas, des partis représentant une réalité sociale, se projetant directement dans le politique et trouvant leur identité dans la représentation de l'intérêt social. Ils sont devenus quelque chose d'intermédiaire, entre une autonomisation à la fois du leader, notamment en situation gouvernementale, et une autonomisation des militants par rapport au leader. On peut voir que ces partis vivent une situation assez représentative de ce qu'est la réalité démocratique en cette fin de siècle, où l'adéquation entre le social, le politique et l'identité culturelle doit se construire, essentiellement à partir d'un projet.

Les éléments de différenciation sont représentatifs d'un état de la démocratie où le citoyen est plus autonome et où il n'y a plus d'électorat captif au sens strict du terme. L'évolution de la forme de ces partis conduit à un renouvellement, à une adaptation, à un état nouveau de la démocratie mais la difficulté est que tout cela n'a pas été pleinement théorisé.

Je pousserai le paradoxe : nous sommes dans une situation où il ne faudrait pas grand chose pour que les partis puissent renouveler les formes traditionnelles de la démocratie. Il y a potentiellement, dans la forme de ces partis, une capacité d'évoluer au rythme où évoluent nos systèmes représentatifs.

C'est pourquoi j'affirme que les partis politiques de gauche ont

“L'exemple de Berlusconi montre que l'on peut gagner des élections sans parti grâce aux moyens modernes de communication mais ce genre de “victoire-coup d'éclat” n'est possible qu'une fois.”

encore la possibilité de produire des identités culturelles. Je pense qu'il y a une capacité de produire des projets politiques qui soient en adéquation avec l'état de nos systèmes représentatifs, avec la manière dont la démocratie se vit aujourd'hui par les citoyens, avec des formes d'engagement qui peuvent être épisodiques, mais qui n'en sont pas moins denses selon les causes. ❖



2-Analyse theorique

FJJ ► Pouvez-vous développer l'idée que les partis sociaux-démocrates sont davantage des machines, et non plus des matrices ?

ML ► Ce qui m'intéresse est de repérer, à travers ces partis sociaux-démocrates et socialistes, les questions de culture et d'identité politiques. Ma conviction est, en effet, que les partis politiques étaient de grandes matrices d'identité et de cultures politiques.

Un certain nombre de valeurs étaient relayées par l'idéologie du socialisme, notamment l'égalité, la possibilité de transformer l'économie, d'avoir un projet général, économique et politique, l'inculcation de normes sociales comme la valorisation du collectif et de l'action. C'est ce qui me semble avoir caractérisé le socialisme européen sous la forme des partis sociaux-démocrates et socialistes, même s'il y a eu des nuances. Cette force était due au fait qu'ils n'étaient pas seulement des partis notamment, t en Europe du Nord, mais bien de véritables systèmes d'action avec des relations spécifiques aux syndicats et aux associations. Cet ensemble était capable de donner justement des identités et des cultures politiques qui ne se résumaient pas simplement à de l'idéologie, c'est-à-dire à une représentation du monde, mais qui inculquaient des comportements sociaux et des pratiques sociales.

Mon idée force - que je partage avec Alain Touraine - est qu'il est aujourd'hui difficile de définir ce qu'on peut appeler le contenu du socialisme, même si, comme Alain Bergounioux le rappelle à juste raison, le socialisme a passé son temps à essayer de se définir. Il n'en demeure pas moins que le socialisme européen consista principalement à affirmer la possibilité d'une intervention fondamentale sur l'économie pour redistribuer les richesses au nom de l'égalité. Il semble qu'aujourd'hui ce projet s'est atténué au profit d'une rectifi-

“Le socialisme européen consista à affirmer la possibilité d’une intervention fondamentale sur l’économie, aujourd’hui ce projet s’est atténué au profit d’une rectification des inégalités du marché.”

(11) François Furet, article “la passion révolutionnaire au XX^{ème} siècle”, Pensée politique, 1994; dans Le passé d’une illusion : essai sur l’idée du communisme au XX^e siècle Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1996. F. Furet nourri, l’idée qu’en appelant à la révolution universelle, les hommes ont divinisé la politique et conduit le monde à la tragédie.

cation des inégalités du marché. Cela a beaucoup de conséquences sur les pratiques, les cultures et les identités politiques.

Quelque chose est fini, mais

pas seulement pour la gauche. Les partis socialistes et sociaux-démocrates souffrent beaucoup du fait qu’ils ont pris conscience que la politique a des limites, bien qu’étant susceptible d’incarner une espérance raisonnée. Cela est très difficile à admettre car cela signifie une nouvelle conception de la politique, surtout pour des pays européens qui ont été très travaillés en profondeur par ce que François Furet appelait “la passion révolutionnaire”⁽¹¹⁾. Ce que François Furet a développé sur le communisme peut, de ce point de vue, être étendu - il l’a d’ailleurs fait à plusieurs reprises - à l’ensemble de la gauche.

Aujourd’hui, institutionnellement et j’insiste sur ce point, les partis socialistes et sociaux-démocrates se rendent compte que la politique est une affaire raisonnée, ce qui ne signifie pas une affaire résignée. La gauche ne se résigne pas contrairement à ce que veulent faire croire les communistes ou les adeptes de la gauche de la gauche, désireux de réinventer des formes nouvelles du grand soir.

AB ► Sur ce point, je trouve que Marc Lazar tire des conclusions définitives d’une évolution en construction de nos systèmes représentatifs. Dans une première phase, qui a duré plusieurs décennies, tout le socialisme européen a pensé que la politique reflétait le social donc les demandes ouvrières, populaires, et qu’un bon leader était celui qui traduisait directement ces demandes en termes politiques.

Au fil du XX^{ème} siècle et à partir des premières expériences du pouvoir, on a eu un processus d’autonomisation où la politique a sa logique : celle de l’arbitrage. Il faut arbitrer entre les deux mondes, arbitrer entre les rêves, satisfaire telles demandes, ou telles autres. Cette évolution est un processus d’autonomisation du politique par rapport aux demandes sociales, et du politique par rapport au gouvernement.

Peut-on affirmer pour autant que le socialisme, par rapport aux conservateurs, démocrates-chrétiens et libéraux, n’est qu’une des procédures différentes ? Je ne crois pas. C’est un peu insuffisant, car il y a toujours, dans le socialisme européen, l’idée qu’une société peut maîtriser collectivement son destin. Cela ne veut pas dire que le socialisme nie la réalité sociale et économique mais qu’il se donne une possibilité de faire des choix.

Troisièmement, une donnée ne doit pas être oubliée, à savoir que tous les partis socialistes et sociaux-démocrates sont dans une perspective d’offrir plus d’indépendance à l’individu par rapport au marché.

Le socialisme s’était historiquement construit au croisement de deux dynamiques : celle du marché et celle de la démocratie. Si on fait le bilan du siècle qui vient de s’écouler, on s’aperçoit que le socialisme reste profondément une doctrine de la citoyenneté, c’est-à-dire une logique de l’individu et du citoyen. L’individu vit dans le marché, mais le citoyen par la démocratie se dote de la possibilité de s’opposer au choix de l’individu sur le marché. On est donc devant deux légitimités : celle du marché, et celle de la démocratie.

Est-ce si différent de ce que cela était il y a un siècle ? Nous sommes toujours dans le heurt de ces deux logiques. Les partis sociaux-démocrates se trouvent toujours du même côté, de ceux qui pensent qu’il est possible d’exercer une maîtrise collective et d’opposer une autre légitimité à celle du marché qui permet une certaine indépendance dans la vie concrète des individus par rapport au marché ; c’est l’enjeu de la protection sociale.

Quand on fait aujourd’hui le compte de ce que sont les grands débats sur la protection de l’individu par rapport au marché, la place de la logique politique par rapport à la logique économique, on constate que la matrice fondamentale qui a constitué le socialisme européen est encore vivante.

ML ► Je suis d’accord avec cette analyse, mais je reprendrai deux éléments : la rectifi-

“Les partis socialistes se rendent compte que la politique est une affaire raisonnée, ce qui ne signifie pas une affaire résignée.”

“Les partis sociaux-démocrates se trouvent toujours du côté, de ceux qui pensent qu’il est possible d’opposer une autre légitimité à celle du marché.”

qui s’y oppose parmi les partis de droite en Europe occidentale ?

AB ► Je crois que la distinction avec le libéralisme est toujours aussi forte. L’idéologie libérale a toujours les mêmes constantes, elle plaide pour le retrait de l’Etat. On oublie que le mouvement socialiste européen a évité qu’il se fasse. C’est par une réalité sociale construite au fil des décennies, des rapports de forces sociaux et politiques, que le libéralisme ne peut pas imposer sa logique. Contrairement à ce que pense à longueur de pages “Le Monde diplomatique”, on ne vit pas totalement dans une société fondée sur une seule logique économique. En réalité, on vit toujours dans ce heurt où les grands invariants de la logique politique des libéraux sont identiques, souhaitant plus de flexibilité, plus de retrait de l’Etat et rencontrent “l’interventionisme” social-démocrate, qu’il emprunte les voies de la loi ou de la négociation sociale. C’est pour cela que je pense que la “matrice” du socialisme est loin d’être achevée.

ML ► Mais on peut affirmer qu’il existe également une gauchisation de la droite. Il est vrai que les socialistes ont entravé le plein essor du libéralisme mais, a contrario, celui-ci a aussi limité les dérives socialistes.

AB ► Il est vrai que la gauche politique et syndicale, au sens large, a transformé le capitalisme, mais les deux logiques sont toujours vivantes.

ML ► Pour ma part, je reprendrai l’analyse de Ralf Dahrendorf⁽¹²⁾. Non seulement la gauche a transformé le capitalisme, mais on ne peut plus parler de capitalisme mondial aujourd’hui. Contrairement aux analyses des marxistes, il faut maintenant le différencier et parler, par

cation du marché débouchant sur la maîtrise collective du destin des sociétés et l’indépendance de l’individu dans le marché : aujourd’hui,

exemple, d’un capitalisme américain, d’un capitalisme japonais ou même d’un capitalisme ouest-européen.

Par ailleurs, une partie des électeurs des pays européens dépend de l’Etat-Providence. On imagine donc mal un parti vouloir s’engager dans un programme de libéralisme complet aux réductions sociales drastiques. Il s’est produit une évolution des partis de la droite et de ses responsables, et pas simplement en France, qui assument la protection sociale et l’Etat-Providence. Il n’y a aucune manoeuvre diabolique dans leur tête, mais bien une évolution politique et idéologique de leur part, et une compréhension des rapports de force dans leur électorat, je dirai presque de “la psychologie des électeurs”. Soyons clair, je ne pense pas que l’on assiste à un consensus généralisé dans nos sociétés, à une pensée unique, mais j’affirme que nous sommes dans une phase de redéfinition des antagonismes. Les clivages fondamentaux de la gauche et de la droite, sur lesquels s’étaient construits les partis sociaux-démocrates et socialistes, sont aujourd’hui un champ de failles qui traverse la gauche et la droite dans tous les sens. La capacité à faire s’opposer des projets à peu près cohérents, d’un côté comme de l’autre, s’est épuisée et cela contribue à la destabilisation des cultures et des identités collectives.

La crise politique ne résulte pas d’un consensus généralisé mais d’une redéfinition des clivages et des antagonismes qui séparent et traversent chacun des camps, et pas seulement un camp contre l’autre.

AB ► A partir du moment où l’on raisonne en termes de rapport de forces, de clivages, de redéfinition, cela me paraît tout à fait logique, car les enjeux et les problèmes changent. Il faut bien distinguer : ce n’est pas parce que les problèmes et les enjeux ont changé qu’il n’y a pas à l’oeuvre les deux logiques organisatrices de l’Europe occidentale. Ces logiques sont celle du marché et celle de la démocratie. Il est évident que les questions des années 1900 ne sont pas celles des années 1930 ni des années 2000. Marx ne peut être démenti : “les

“Les clivages fondamentaux de la gauche et de la droite sont aujourd’hui un champ de failles qui traverse la gauche et la droite.”

(12) Dahrendorf R., Réflexion sur la Révolution en Europe, Paris, Seuil, 1977

“Ce n’est pas parce que les problèmes et les enjeux ont changé qu’il n’y a pas à l’œuvre les deux logiques organisatrices de l’Europe occidentale.”

hommes font l’histoire et ne savent pas l’histoire qu’ils font”. Les libéraux du XIX^{ème} siècle, s’ils revenaient aujourd’hui, penseraient ce que cla-

ment un certain nombre de libéraux : “nous sommes dans des sociétés totalement socialisées et abominables”. Les choses se sont nécessairement brouillées, mais les logiques de différenciation sont tout de même à l’œuvre sur des sujets clés. Les trois fils directeurs, la correction des inégalités au nom du principe d’égalité, la maîtrise collective d’une société sur elle-même, et le pouvoir de protéger l’individu par rapport à la logique du marché, s’appliquent aux problèmes de la protection sociale, de la politique économique, ou de l’école.

ML ► Mais ces trois fils directeurs sont autant de motifs de division de toute la gauche.

AB ► C’est la complexité des choses. On gagne beaucoup en compréhension lorsqu’on essaie d’isoler les logiques politiques à l’œuvre : la gauche et la droite ne sont jamais unies. Il y a plusieurs gauches et plusieurs droites. La responsabilité du politique est de dégager des synthèses, dans cet état compliqué d’interaction et de réalité mixte, en suivant des fils directeurs politiques, pour un électorat à la recherche de points de repère.

ML ► Notre désaccord est relativement faible. Il porte sur une façon d’apprécier la situation présente. Est-ce qu’elle est inédite et marque la fin d’une ère, ou est-ce qu’elle s’inscrit, comme avant, dans un enchaînement logique de situations pour lesquelles le socialisme a toujours trouvé des solutions?

FJJ ► Le clivage gauche-droite structure-t-il encore la vie politique? Est-ce qu’un autre clivage pourrait, le cas échéant, structurer nos sociétés ?

ML ► Le clivage est nécessaire à tout système et toute société démocratique. Est-ce qu’aujourd’hui le clivage gauche-droite, qui a structuré la vie politique et les imaginaires politiques des européens pendant des années, reste fon-

damental ? J’en doute, même si l’offre politique s’organise toujours entre gauche et droite, du moins, entre des gens qui agitent des étiquettes de gauche et de droite. Je pense que cela reste plus de l’ordre du marché électoral que d’un profond clivage politique, intéressant la politique mais d’autres activités influencées par la politique.

En Europe de l’ouest, du fait notamment de réalisations de l’Union européenne, les différences en matière économique sont relativement limitées, mis à part le cas britannique. Plus qu’auparavant, la gauche et la droite sont traversées de nos jours par des antagonismes qui font que nous sommes dans une situation de recombinaison générale.

En définitive, on dépassonne la politique comme les Américains ont pu le faire. Je comprends très bien qu’en Europe cela choque. D’ailleurs en conséquence, on assiste à un repli sur la sphère privée, avec un désintérêt pour la politique dans son ensemble, ou, a contrario, on voit apparaître des “entrepreneurs de sens”. D’un côté, l’extrême-droite qui propose le retour à un ordre national, de l’autre, à gauche, on assiste à la résurgence d’un nouveau radicalisme qui affirme que la politique n’est pas simplement la solution raisonnée des affaires publiques mais l’utopie, l’imagination et le rêve dans l’action; c’est ce que propose, par exemple, les partis communistes en Europe occidentale et surtout de nombreux groupuscules et quelques intellectuels.

FJJ ► Pouvez-vous expliquer ce qui est nouveau dans la nature ou les contours de ce clivage?

AB ► Ce qui est nouveau, ce n’est certainement pas qu’il y ait des

“Notre désaccord porte sur une façon d’apprécier la situation présente. Est-ce qu’elle marque la fin d’une ère ou est-ce qu’elle s’inscrit, comme avant, dans un enchaînement logique de situations pour lesquelles le socialisme a toujours trouvé des solutions?”

contradictions au sein de la droite et au sein de la gauche. Dans la droite des années 1870, les contradictions existaient.

ML ► La droite était anti-républicaine et maintenant elle est républicaine, c'est une transformation fondamentale.

AB ► Les enjeux changent, les problèmes aussi. La ligne de partage entre la gauche et la droite dans la France des années 1880 se construisait sur la question laïque ou religieuse. Il y avait la France républicaine et laïque et la France catholique et anti-républicaine. C'est d'ailleurs le seul moment où l'on a vécu dans une société multi culturelle, contrairement à ce que l'on peut penser! La laïcité garde toujours une valeur, c'est toujours l'un des facteurs de clivage, mais ce n'est plus le principal. Les clivages sont toujours des variables décisives. Une chose pourrait cependant profondément modifier le face à face raisonné entre la gauche et la droite: la mise en cause des bases du système politique représentatif issu de l'après seconde guerre mondiale. En France, le Front National porte cette contestation. Dans ce cas précis, nous serions réellement dans quelque chose de nouveau. La comparaison France-Italie est intéressante. Ce n'est pas le pari qu'ont fait les anciens dirigeants fascistes qui, au contraire, se sont coulés dans le clivage traditionnel gauche-droite. Une remise en cause des systèmes de démocratie représentative n'a donc sans doute que peu de chances de se produire, mais nous devons être vigilant.

L'autre facteur de modification radicale serait la décomposition des Etats par des phénomènes de régionalisation, d'autonomisation, où les grands enjeux nationaux autour des politiques économiques nationales et, tout particulièrement, les politiques de solidarité collectives, seraient remis en cause. Il faut concéder cependant qu'on est bien loin de cette "fiction" politique. Nous sommes dans des réalités encore mineures à l'échelle de l'Europe où il n'est pas évident que des utopies radicales puissent emporter l'adhésion des opinions contre l'acceptation et la compréhension de la valeur de la démocratie, de la représentation et du pluralisme, d'une certaine conception des droits

et de la solidarité. Une grande partie de l'opinion est attachée au produit d'une histoire qui s'est constituée dans la douleur de notre siècle.

Le dernier point est économique puisque nous ne devons pas oublier le rôle joué par la conjoncture. Nous sommes dans un nouveau cycle économique du capitalisme, où il existe une formidable redistribution des cartes au niveau économique mondial, des nouveaux produits, des nouvelles technologies, qui portent des revendications "traditionnelles", faites de résistance à ce nouvel état des choses et des revendications nouvelles pour faire face aux réalités amenées par ce nouveau cycle économique. Tout cela a toutes les chances de nourrir les clivages entre les droites et les gauches.

ML ► Sur quoi portent ces clivages actuellement ?

AB ► Sur les questions de la place de l'Etat, de la protection sociale, de la flexibilité, et c'est tout à fait fondamental. Il est difficile de nier que le clivage gauche-droite existe sur ces sujets.

ML ► Concrètement, je ne vois pas de différences majeures sur les politiques publiques menées en Europe occidentale par les gouvernements de gauche ou de droite lorsqu'ils gouvernent.

AB ► Elles existent, déjà, sur les trois points que je viens de citer, mais elles prennent des formes diverses selon la réalité des systèmes de relations sociales dans les différents pays.

FJJ ► Vous avez évoqué à plusieurs reprises le socialisme en Europe du nord et en Europe du sud. Pensez-vous que ces clivages demeurent encore aujourd'hui évidents?

ML ► La question de l'étiquette politique et de la légitimation des

“Il y a un processus d'homogénéisation du socialisme européen à partir de structures et de cultures différentes par ce que les problèmes et les défis n'ont jamais été plus communs qu'aujourd'hui.”

partis est complexe car dorénavant tous les partis socialistes veulent être sociaux-démocrates. Alors que les partis socialistes d'Europe du sud se sont construits en contestant la social-démocratie dans les années 70, celle-ci, tout comme l'Internationale Socialiste, deviennent aujourd'hui des sources de légitimation. Or, il me semble qu'au-delà des discours, les réalités restent marquantes, notamment la traditionnelle faiblesse institutionnelle de la plupart des partis socialistes de l'Europe du sud avec les syndicats.

En Europe du nord, il commence à y avoir une autonomisation des partis politiques face aux institutions syndicales et des institutions syndicales par rapport aux partis politiques. Le fait qu'il existe encore une compétition à gauche, même en situation de minorité, des partis communistes, pèse dans les coalitions, et éventuellement dans les victoires électorales en Europe du sud. Cela explique peut-être que demeure dans les partis socialistes une certaine sensibilité aux classiques discours radicaux de gauche...

AB ► Ce qui faisait la différenciation entre ces trois ensembles - travaillistes, social-démocrates, socialistes - était à la fois un fait structurel et culturel. Les structures en Europe du Nord ont certes évolué. Malgré des relations avec les syndicats plus faibles organiquement qu'ils ne l'ont été autrefois, une capacité de négociation collective existe, qui permet de négocier la flexibilité en Europe. Les négociations sont plus décentralisées, mais elles demeurent régulières et inventives comme nous le voyons, en Allemagne, en Hollande ou au Danemark. En France, on a toujours une grande difficulté à admettre que la négociation s'articule entre le rapport de forces et le conflit. En même temps, il y a un point qui modifie les structures et les cultures nationales des partis, tant en Europe du Nord qu'en Europe du Sud, c'est le fait que toutes les élites partisans et syndicales ont pris conscience qu'il n'y avait pas plus de marges de manoeuvre suffisantes et de solutions dans un cadre uniquement national.

Aujourd'hui, le fait que tous les partis européens soient acquis à la nécessité de construire une réalité européenne, économique, politique

et sociale est une grande différence par rapport au passé. Il y a vingt ans, le socialisme européen était très divisé sur la question européenne, entre anglais, allemands, socialistes nordiques, et français.

Des divergences parfois fortes demeurent, mais dorénavant les problèmes sont communs. Il y a un processus d'homogénéisation du socialisme européen à partir de structures et de cultures différentes parce que les problèmes et les défis n'ont jamais été plus communs qu'aujourd'hui.

ML ► A propos de ce processus d'homogénéisation, il faut noter le rôle joué par des structures comme le Parti Socialiste Européen, l'Internationale socialiste⁽¹³⁾ qui fonctionnent comme des foyers de ressources. L'analyse des programmes des partis socialistes européens nous permet de découvrir une convergence dans les expressions utilisées : les notions de démocratie sociale, de coopération avec le sud, de réduction du temps de travail etc. Il y a également des emprunts à telle expérience de tel autre parti ce qui ne signifie pas, loin de là, que tous les partis ont des postures et des politiques identiques. L'exemple en Italie du PDS⁽¹⁴⁾ est, à cet égard, significatif.

Le contact avec l'Internationale Socialiste ne fournit pas simplement des ressources pour une légitimation du combat politique, car l'Internationale socialiste est aussi un lieu de travail et de confrontation des expériences. Toutefois deux questions peuvent être posées : quel est l'effet sur la base militante qui peut éventuellement ressentir les décisions prises par les leaders, comme provenant d'une sphère éloignée? En quoi le militant de base du SPD⁽¹⁵⁾ se sent-il plus proche du militant de base du Parti socialiste français? Avant 1914, il y avait de grandes

(13) Mauroy P., Voyage au coeur de l'Internationale socialiste, Paris, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, 1996

(14) Le PDS (Partito democratico Della Sinistra) est né entre le 31 janvier et le 3 février, lors du XX^e et dernier Congrès du PCI. Au lendemain de la mort d'Enrico Berlinguer, leader du PCI, le parti rompt avec le PCF français sur le terrain européen et marque son tournant européen et social-démocrate en votant le rapport d'Alterio Spinelli sur le Traité européen. Le PCI quitte, alors, le groupe des gauches au Parlement Européen et rejoint le groupe socialiste européen.

(15) Le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD) est né en 1875 de la fusion de l'Association Générale des Travailleurs Allemands et du Parti Social Démocrate. Dès le départ les caractéristiques du SPD sont posées: parti fortement organisé, centralisé et lié organiquement aux syndicats. Les premières années de ce parti furent marquées par de grands conflits idéologiques entre marxistes (Kautsky) et révisionniste social-démocrate (Bernstein). En 1950, au Congrès de Bad Godesberg, le SPD abandonne les références au marxisme, tout en définissant les termes d'une critique social-démocrate dans le cadre du capitalisme. Le parti admet le pluralisme démocratique en étant le parti du peuple entier et non plus seulement "un parti de classe".

“L’Internationale Socialiste ne fournit pas simplement des ressources pour une légitimation du combat politique, c’est aussi un lieu de travail et de confrontation des expériences.”

manifestations d’enthousiasme et de solidarité internationale. Aujourd’hui, en Europe, les mobilisations viennent plus des syndicats que des partis politiques sociaux-démocrates et

socialistes. Quoi qu’il en soit, le travail des partis socialistes tranche avec celui des partis communistes, bien que eux aussi soient au début d’un processus. Les partis communistes se restructurent beaucoup en ce moment, nouent de nombreux contacts autour de deux ou trois grandes idées qui consistent en un anti-impérialisme, l’anticapitalisme avec la réduction de temps de travail et l’augmentation des salaires. Mais l’analyse des partis communistes des structurations des sociétés, de l’Europe, de la politique reste d’une qualité médiocre même si certains efforts sont produits.

AB > Je pense que nous sommes au début d’un processus. Dans le cadre de l’Europe monétaire, les systèmes de relations professionnelles ne pourront vraisemblablement pas rester à ce point disparates.

Corrélativement à une réalité qui commencera à avoir des impacts dans la vie quotidienne dans les différents pays européens, des rapprochements se noueront. Les choses commencent et sont plutôt encourageantes. Ce ne sont pas les jumelages de sections qui sont extrêmement importants mais la préoccupation internationale, le fait que les délocalisations et la pression de la compétition bouleversent l’espace politique.

Or, au début du siècle, il y avait une absence d’harmonie complète entre les débats des leaders et les débats des sections où la lutte contre la guerre restait un mot d’ordre abstrait. La réflexion en termes économiques européens est un facteur d’évolution et de compréhension. On ira de plus en plus vers ces formes de rapprochement qui ne touchent pas seulement les bureaucraties partisans. On est encore loin d’un parti unique européen avec un congrès, des délégués élus... mais rien ne l’empêche formellement. Il n’y a qu’un pas

à franchir. Mais, si ce pas n’est pas encore fait, c’est qu’il y a une hésitation des différents partis socialistes européens sur la nature politique de l’Europe. La plupart des partis politiques sociaux-démocrates veulent une Europe qui soit puissante, au sein d’un espace keynésien, mais la plupart ne veulent pas s’en donner les moyens politiques et, donc, institutionnels. Pourtant rien ne l’empêche, il ne manque que la décision politique finale : c’est un peu “le voyageur et son ombre”. D’une Europe monétaire constituée naîtra une véritable conscience de la nécessité d’une Europe sociale et politique.

FJJ > L’Europe monétaire et économique peut-elle encore produire une Europe politique et sociale?

AB > Je pense qu’elle doit en produire et qu’elle peut en produire. Elle imposera une réflexion sur les relations professionnelles en Europe, sur les différents systèmes. Cette construction politique pose en termes nouveaux le problème d’une politique économique européenne et donne les éléments d’une mobilisation transnationale où des objectifs communs touchent la vie quotidienne. Je crois que cet objet politique entraîne un processus qui suppose que les partis socialistes européens tranchent leurs hésitations sur les questions institutionnelles et sur les questions de l’Europe politique... Ce que l’on s’est bien gardé de faire jusqu’à présent.

ML > Cet idéal européen est devenu l’un des éléments fondamentaux de l’identité des partis, plus que la réalisation d’autres entreprises de transformation économique et sociale.

La construction européenne devient la ressource fondamentale : ce qui, du coup, pose le problème de la distinction socialiste par rapport à d’autres formations poli-

“On est encore loin d’un parti unique européen avec un congrès, des délégués élus...mais rien ne l’empêche formellement. Si ce n’est pas encore fait, c’est qu’il y a une hésitation des différents partis socialistes européens sur la nature politique de l’Europe.”

tiques européennes. Cette question est au coeur de notre débat.

Actuellement, les partis socialistes et sociaux-démocrates en France, en Suède, en Norvège, au Danemark, en Finlande sont dans cette situation difficile sur l'Europe car il existe une coupure entre ces partis ou la majorité de ces partis et une partie de leur base : la gauche gagne sur la question européenne grâce au vote de la droite, ce qui n'est pas rien dans le brouillage des identités politiques. L'Espagne, l'Italie et le Portugal ne connaissent pas ces problèmes. Il n'en demeure pas moins que cela constitue de sérieux défis aux partis socialistes et sociaux-démocrates qui doivent répondre à la question : comment concilier un dessein européen et le clivage droite-gauche?

Dernièrement, des étudiants américains me demandaient : "sur l'Europe, qui est pour et qui est contre?" ou bien: "peut-on classer la gauche comme pro-européenne et la droite comme anti-européenne?" Il m'a été difficile de répondre rapidement et sommairement!

AB ➤ Entre les différents partis socialistes et sociaux-démocrates, notamment aussi grâce au travail du Parti Socialiste Européen et de l'Internationale, la question porte moins sur le contenant que sur le contenu.

Je crois aux logiques politiques. Il manquait à l'Europe la réalité d'une unité économique. L'Europe monétaire créera les conditions de la différenciation droite-gauche qui n'existait pas jusqu'à présent, puisque cette Union politique a été le produit d'une collaboration entre la démocratie chrétienne et la social-démocratie européenne.

Dans une Europe construite, les problèmes économiques délimiteront de nouveau des lignes de partage. Les choses seront sûrement compliquées puisqu'il existe différentes politiques social-démocrates, selon les pays. Mais je crois beaucoup à la force des logiques...

ML ➤ Il peut y avoir des ruptures dans les logiques politiques...

AB ➤ La question n'est pas obligatoirement le dynamisme d'une formation politique; une politique en tant que telle n'est pas linéaire. Nous sommes dans une phase qui jusqu'à présent ne s'est jamais produite, une phase de construction, de paradoxe... Il faut réaliser l'union monétaire pour retrouver un clivage clair...

Il y aura une épreuve de vérité entre la France, la Grande-Bretagne et la gauche européenne. On ne peut pas demander une Europe puissante, retrouver un espace keynésien, si on ne pense pas en même temps à une forme de pouvoir politique fédéral. Si nous l'allons pas jusqu'au bout, il n'y aura pas de grande puissance, parce que les intérêts nationaux l'emporteront très vite.

ML ➤ C'est là que se pose le problème des Etats-nations. Lorsque que l'on porte un regard italien sur la France, on découvre que l'Italie est prête à une Europe fédérale -tous partis politiques confondus, mais qu'elle attend de voir ce que fera la France. ❖

“L'Europe monétaire créera les conditions de la différenciation droite-gauche qui n'existait pas jusqu'à présent.”



3-Analyse géographique

FJJ ► Sur la Grande-Bretagne : comment qualifiez-vous l'évolution que connaît le Parti Travailleur aujourd'hui ; est-ce une nouvelle synthèse ou une dérive droitière ? Considérez-vous cette évolution comme atypique ou risque-t-elle d'être archétypique ?

AB ► On ne peut comprendre l'évolution si l'on n'a pas en tête la période Thatcher. C'est une nouvelle situation créée par le post-thatcherisme, une volonté de briser deux décennies d'opposition. Il s'est passé quelque chose d'irréversible en Angleterre, dans la manière de concevoir les politiques gouvernementales dans les années 70/80. Cette situation amenait le Labour Party pour sortir et briser le cercle de l'opposition à une évolution. Le message est double. D'une part, une acceptation pour l'essentiel d'une partie de l'héritage thatcherien, une forme de libéralisme économique, d'où un programme réformateur prudent qui porte essentiellement sur les questions d'éducation, sociales, l'établissement d'un SMIC, d'un salaire minimum. D'autre part, une volonté de redonner des valeurs au mouvement travailliste britannique, et notamment de renouer avec une tradition du Labour Party. Ce parti n'a jamais été marxiste, puisqu'il a été formé par les sectes protestantes. La volonté est de renouer avec des valeurs communautaires, de donner de nouveaux points de repère à la société britannique largement déstructurée par le régime thatcherien, et notamment les classes populaires. Ce que fait Tony Blair - dire ce qui est bien ou mal, donner des normes, parler de la vie quotidienne, de la sécurité - est caricaturé trop souvent, comme simplement du pragmatisme. Le discours idéologique du Labour Party essaie de redonner un certain nombre de valeurs, qui ne sont pas étrangères à la tradition du tra-

vaillisme britannique. A mon avis, on aurait tort d'y voir un simple et pur pragmatisme.

ML ► Il semble que cette évolution atypique soit liée à l'histoire même du Labour

Party. Il faut rappeler notamment l'influence des valeurs chrétiennes. En 1964, le gouvernement travailliste de Harold Wilson commence son activité par une prière dans l'église du Palais de Westminster. Il faut ajouter qu'il y a eu une profonde et prodigieuse mutation sociologique de la société britannique, qui a même bouleversé la répartition des activités économiques sur le territoire. Ainsi, le dynamisme économique du sud et celui des classes moyennes ont contraint Tony Blair à modifier la stratégie du Labour et l'analyse travailliste de la société britannique.

AB ► C'est une rupture par rapport aux années 60/70. Il n'y a pas de contrat social national mais une évolution vers la décentralisation et la négociation. Au sein des syndicats eux-mêmes, une transformation de la culture des Trades-Unions s'exerce pour qu'ils deviennent davantage des syndicats de services, plus proches de l'individu. Il n'y a pas eu d'ailleurs de demande pour un contrat national avec le parti travailliste. Cet état est un facteur qui favorise une politique gouvernementale moins contrainte par ses engagements.

FJJ ► Parmi les causes que vous avez évoquées pour expliquer l'évolution du Parti travailliste, vous avez peu mentionné l'histoire de ce parti et, notamment le fait que le parti ait été dominé ou influencé pendant plus de vingt ans par l'aile gauche radicale. Pour retrouver une crédibilité, ne devait-il pas prendre le chemin inverse?

AB ► C'est un phénomène qu'on a vu dans les partis européens dans les années 70. Il y a eu une évolution, pas seulement en Angle-

“Le discours idéologique du Labour Party essaie de redonner un certain nombre de valeurs, qui ne sont pas étrangères à la tradition du travaillisme britannique. On aurait tort d'y voir un simple et pur pragmatisme.”

terre, mais en Allemagne et en France, vers une gauche plus radicale qui a eu le vent en poupe. L'aile gauche a dominé le Labour Party de 1979 à 1983. Ce sont les défaites électorales successives qui l'ont affaibli. Elle n'a pas eu non plus d'alternative politique convaincante, non seulement pour l'électorat des classes moyennes du sud de l'Angleterre, mais pour toute une partie de la classe ouvrière qui a voté Thatcher. Les conséquences ont été tirées par les leaders successifs, John Smith et Tony Blair⁽¹⁶⁾. Le rôle pédagogique des défaites électorales a été un facteur majeur de ce changement.

(16) John Smith prend les rênes du Parti travailliste après le Congrès de 1992. Bien qu'appartenant à la mouvance de gauche, il accéléra le mouvement de rénovation, de modernisation et la stratégie d'alliance lancée par Neil Kinnock. Tony Blair est élu avec 57,01 % des voix le 21 juillet 1994 leader du Labour. Blair T., Minkin L., La rénovation du parti travailliste en Grande-Bretagne, Paris, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, 1995.

FJJ ► Il y a quelques mois, en Italie, le PDS a tenu son congrès. A l'occasion de ce congrès un leader - Massimo D'Alema - s'est affirmé. Jugez-vous que la situation du PDS est dans la même problématique que le Labour en Grande-Bretagne? Peut-on parler d'un début de social-démocratisation du PDS ?

ML ► Le PDS a résolu de manière assez originale la question de la stratégie de conquête du pouvoir, question fondamentale des partis socialistes et sociaux-démocrates européens. C'est une prouesse deux ans après la victoire de Berlusconi. Il a trouvé la formule gagnante, en mettant au point une coalition électorale de centre gauche et en choisissant particulièrement bien ses candidats pour le scrutin uninominal. Le PDS est confronté désormais aux deux problèmes classiques que l'on retrouve dans tous les partis sociaux-démocrates et socialistes.

Le premier est celui de l'exercice du pouvoir, et notamment les contraintes économiques et sociales qu'il s'est lui-même fixées, étant l'un des plus fervents partisans de l'Europe et de Maastricht. Cela le met dans une situation compliquée par rapport à la base de son parti. D'autant plus, qu'il a une concurrence à gauche avec la Refondation communiste.

Le deuxième problème consiste à savoir ce que signifie être de gauche, ou en quoi consiste une politique de gauche, une culture et une identité politique de gauche. C'est une situation particulière, puisque le PDS est issu du Parti communiste italien. Ils sont à l'oeuvre

en même temps dans des logiques de continuité politique et des ruptures. Logique de continuité politique parce que le communisme italien n'était pas le communisme français, au point qu'il a mis un terme à son existence en 1991: le PCI fut le premier parti à s'être véritablement suicidé ! Un parti d'un million cinq cent mille adhérents a décidé de renoncer symboliquement à son identité pour devenir le Parti démocratique de la gauche. Ce parti qui reconnaît le marché, affirme qu'il faut rectifier les inégalités qu'il engendre, prône une politique d'intégration européenne respectueuse d'un certain nombre d'avantages sociaux, enfin affirme qu'il faut réformer l'Etat-providence italien trop dispendieux. Le PDS est globalement dans la galaxie de la social-démocratie, avec un héritage un peu particulier. Ainsi a-t-il encore la faucille et le marteau qui traînent sur son drapeau. Le PDS honore encore, de temps en temps, la mémoire de Gramsci, de Togliati et Berlinguer⁽¹⁷⁾ même si ces noms font l'objet de controverses au sein du parti. C'est un parti atypique dans la sphère social-démocrate. D'ailleurs Massimo D'Alema⁽¹⁸⁾ souligne que la social-démocratie est en crise; crise de projet, de mode d'organisation etc... et qu'il faut la réinventer.

Toutefois, D'Alema ne met pas sur le même niveau la crise de la social-démocratie et celle du communisme - ce qui est le tour de passe-passe que tente le Parti communiste français- et qui est une mystification : comparer l'échec total du communisme, qui a souvent tourné au bain de sang, avec la crise de la social-démocratie permet d'éviter de dresser le vrai bilan du communisme. Le PDS est donc dans l'univers politique des contraintes de la social-démocratie; mais il s'affirme comme l'un des partis qui réfléchit le plus sur les nouvelles formes de la politique, avec par exemple toute une réflexion sur ses propres structures. Il entend faire valoir sa diffé-

(17) A. Gramsci, P. Togliati et A. Berlinguer furent respectivement le premier, deuxième et quatrième Secrétaire général du PCI. En 1921, les communistes italiens entre Réformistes, Communistes unitaires et Communistes léninistes font scission. Les Communistes léninistes créent le PCI : ce parti se divise en deux fractions, l'une dirigée par Bordiga (Naples) hostile à la participation électorale et fervent d'une action armée; l'autre dirigée par Gramsci (Turin), qui souhaite un parti des travailleurs dont l'axe politique et stratégique serait le contrôle ouvrier sur les entreprises

(18) Après le score décevant aux élections européennes de 1994, Massimo D'Alema numéro deux du parti devient Secrétaire général du PDS. Il prône une stratégie d'alliance vers le centre qui débouche sur la constitution d'un cartel électorale "l'olivier" en 1995. Il confiera à Romano Prodi le soin de conduire ce cartel aux législatives d'avril 1996 affirmant que les anciens dirigeants, comme lui, du PCI font encore effet de repoussoir. Le choix fut judicieux puisque la coalition remporta la majorité absolue au Parlement et au Sénat

“Comparer l’échec total du communisme avec la crise de la social-démocratie permet d’éviter de dresser le vrai bilan du communisme.”

rence sur ce thème, car en matière de politique économique, il essaie de concilier le libéralisme avec des mesures sociales. La question fonda-

mentale du PDS est celle de son leadership, qui est majoritairement issu du PCI alors que sa base est composée de plus de 35% d’adhérents, recrutés depuis 91, qui n’ont jamais été communistes.

FJJ ► L’Internationale Socialiste a-t-elle un rôle dans cette recomposition ?

ML ► Elle exerce un rôle capital ! Comme foyer de ressources et de légitimation, puisque dès que le PC est sorti du bloc de pensée communiste, il a frappé à la porte de l’Internationale Socialiste. Cela dit, le PDS est plus attiré par le modèle du SPD que par celui de tout autre parti. Il y a un axe italo-allemand à gauche qu’on a trop tendance à oublier en France. Pour le PCI le modèle du parti de masse, puissant, était le SPD et le PDS continue d’entretenir des relations très étroites avec le parti allemand.

FJJ ► En France, considérez-vous qu’il y a eu une “social-démocratisation” du parti socialiste et si oui, pouvez-vous la dater? Est-ce les années 82/83, le congrès de Toulouse, le congrès de l’Arche, ou plus fondamentalement la campagne présidentielle en 95 de Lionel Jospin ?

AB ► Je crois que l’expression “social-démocratisation” du parti socialiste français apporte plus de problèmes que de clarté. On peut dire qu’il y a eu un rapprochement idéologique du parti socialiste français par rapport aux autres partis européens, notamment sociaux-démocrates, à partir de 1982/83. Mais, si l’on regarde la social-démocratie comme une forme politique, avec une culture et des structures spécifiques, on en est loin notamment sur le plan culturel. Il n’y a

jamais eu jusqu’à présent de théorisation. Il n’y a jamais eu véritablement de réflexion sur les rapports du socialisme français à la social-démocratie européenne, les rapports du socialisme européen au libéralisme européen, et sur la synthèse idéologique nouvelle à en tirer.

Le Congrès de l’Arche est arrivé à un moment conjoncturel difficile. La clarification comme d’autres efforts programmatiques des partis européens n’a pas été véritablement prise en compte par les militants, ni a donné lieu à un débat véritable. Elle est restée entre parenthèses dans une période de division du parti socialiste et n’a donc pas été portée. On sait très bien que tous les efforts programmatiques, toutes les grandes révisions idéologiques supposent que les directions socialistes s’engagent à porter le débat jusqu’au bout. C’est ce processus compliqué qui n’a pas été mis en œuvre. Culturellement donc, il n’y a pas eu de moment social-démocrate du socialisme français.

Structurellement, on peut dire qu’on est plus loin, en 1997 qu’en 1981, d’une réalité sociale-démocrate, puisque le mouvement syndical n’a cessé de se fragmenter en France pour arriver à un état de division plus fort qu’il ne l’était en 1981. Il existe une volonté forte de tous les grands syndicats aujourd’hui d’avoir une pleine autonomie par rapport aux partis politiques. On a même vu les dirigeants de la CGT distendre les liens avec le Parti Communiste. On n’est donc ni dans une situation structurelle social-démocrate, ni dans une situation idéologique pleinement maîtrisée. Malgré une utilisation du terme social-démocrate, celle-ci est finalement assez limitée.

FJJ ► La dernière question est sensiblement la même que celle sur le PDS et la Grande-Bretagne. Le Parti socialiste, après quatorze années de pouvoir, connaît une évolution plutôt vers la gauche, à la fois sur le plan stratégique avec une alliance à gauche affirmée, mais aussi sur le plan économique avec une importance donnée au rôle de l’Etat et sur le plan européen avec le choix de la monnaie unique à certaines conditions. Serait-ce un phénomène dorénavant typique d’une certaine forme d’alternance idéologique?

“Dans l’opposition, le Parti socialiste a retrouvé ses valeurs mais il a intégré un sens de la responsabilité. Il est entré dans la recherche du compromis.”

ML ► En France se pose les questions que l’on retrouve dans tous les partis socialistes et sociaux-démocrates, par exemple, celle des alliances, de

l’exercice du pouvoir et de la culture politique.

Au Parti Socialiste, l’alliance avec les Verts est basée sur des concessions et des transformations du contenu du programme. Cela me paraît quelque chose d’assez original mais qui est perceptible dans d’autres pays européens. Typique de la France est l’alliance avec le PCF où celui-ci essaye d’imposer ses exigences sociales et économiques. La question de l’exercice du pouvoir sera obligatoirement évaluée par rapport aux réalisations du gouvernement mais aussi en comparaison avec les années Mitterrand dont le bilan complet n’a pas encore été dressé par le PS. Enfin, reste l’appréciation de la culture et de l’identité du PS, au pouvoir ou pas, de ses valeurs, de ses pratiques. Autant de questions en suspens auxquelles se confrontent le gouvernement Jospin et le PS.

AB ► Je pense que le Parti Socialiste n’a pas changé de nature, il ne s’est pas social-démocratisé dans ses structures pour les raisons que j’ai indiquées. On reste dans un équilibre typique du socialisme français, c’est-à-dire essentiellement un socialisme républicain. Il faut être sensible, cependant, aux évolutions.

Dans l’opposition, après 1993, le Parti socialiste a retrouvé essentiellement ses valeurs; il a privilégié particulièrement la défense du service public et une politique volontariste de l’emploi. Mais nous ne sommes plus au début des années 1980. Le Parti socialiste a intégré un sens de la responsabilité. Il est entré dans la recherche du compromis. Tout à fait caractéristique est la proposition qu’il a inscrite au centre de son programme d’une Conférence nationale sur les salaires et l’emploi. C’est une proposition de nature social-démocrate. Il y a eu un effort pour réduire les différences entre le programme et l’action possible à mener au gouvernement. ❖



Pour aller plus loin

Avril P.,

- Essai sur les partis, Payot, Paris, 1990

Bergounioux A., Grunberg G.,

- L'utopie à l'épreuve : le socialisme européen au 20^e siècle, Fallois, Paris, 1995.

Bergounioux A., Grunberg G.,

- Le long remords du pouvoir, Fayard, Paris, 1992.

Bergounioux A., Manin B.,

- La social-démocratie ou le compromis PUF, Paris, 1989.

Bergounioux A., Manin B.,

- Le régime social-démocrate, PUF, Paris, 1979.

Devin G.,

- L'Internationale Socialiste, Presses de la FNSP, Paris, 1993.

Dreyfus M.,

- L'Europe des Socialistes, Complexe, Paris, 1991.

Lazar M., Diamanti I.,

- Politique à l'italienne, PUF, Paris, 1997

Lazar M.,

- La gauche en Europe depuis 1945 : invariants et mutations du socialisme européen, Paris, PUF, 1996.

Lazar M.,

- L'Italie, une nation en suspens, Complexe, Bruxelles, 1995.

Meny Y.,

- Politique comparée. Les démocraties: Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, RFA, Montchretien, Paris, 1988

Portelli H.,

- Le parti socialiste, Montchretien, Paris, 1992.

Rovan J.,

- Histoire de la Social-démocratie allemande, Seuil, Paris, 1978.

Scharpf F.,

- La social-démocratie face à la crise, Economica, Paris, 1990.

Subileau F.,

- Pourquoi le parti socialiste français n'est pas social-démocrate, CEVIPOF-FNSP, Paris, 1992.

Winock M.,

- Le socialisme en France et en Europe, Seuil, Paris, 1992.

Sommaire

Introduction	1
Présentation	4
1 - Analyse politique	6
- situation électorale	
- situation sociologique	
2- Analyse théorique	19
- renouveau social-démocrate	
- clivage gauche-droite	
3 - Analyse géographique	34
- Grande-Bretagne	
- Italie	
- France	



FONDATION
JEAN JAURES

